

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 61

Pouvoirs : 09

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 26 MARS 2019 A 20H00

**Délibération CT2019/03/26-22 – Adoption du plan et règlement de formation 2019-2020 de l'EPT
Grand Paris Grand Est et mise en place du Compte Personnel de Formation**

Rapporteur : Michel TEULET, Président

DATE DE CONVOCATION : 20 mars 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CADORET Henri, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie, BARRAUD Amélie (pouvoir à CALMEJANE Patrice), BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine (pouvoir à ALLEMON Eric), BOURICHA Fayçale, CARBONNELLE Serge, CISSE Mariam, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques, FICCA Grégory, HELENON Joëlle (pouvoir à AMERICO Michel), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARTINS Marylise (pouvoir à TESTA Richard), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à SCHUMACHER Alain), METTEIL Magali (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), PRUDHOMME Gérard (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), REYGNAUD Marie-Françoise.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Magalie THIBAUT.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190326-CT2019-03-26-22-
DE
Date de télétransmission : 04/04/2019
Date de réception préfecture : 04/04/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

VU la loi n°2007-148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique,

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la formation tout au long de la carrière des agents de la Fonction Publique Territoriale, modifiant la loi du 12 juillet 1984,

VU le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n°2016-1970 du 28 décembre 2016 relatif au compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité,

VU le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la Fonction Publique et la formation professionnelle tout au long de la carrière,

VU l'avis du comité technique du 26 mars 2019,

CONSIDERANT que le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est un droit reconnu par les statuts de la fonction publique territoriale, et qu'il est garanti à tous les agents de l'EPT, quel que soit leur statut : titulaire, stagiaire ou contractuel,

CONSIDERANT que le règlement de formation est un document cadre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de l'EPT, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT que le règlement de formation définira des éléments sur le Compte Personnel d'Activité et les modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de d'Activité et plus particulièrement le Compte Personnel de Formation (CPF) et le Compte d'Engagement Citoyen (CEC),

CONSIDERANT que le décret du 6 mai 2017 précise les conditions et modalités d'utilisation du Compte Personnel de Formation (CPF) et prévoit notamment que la prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement des agents à cette occasion peut faire l'objet de plafonds déterminés par l'assemblée délibérante,

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190326-CT2019-03-26-22-
DE
Date de télétransmission : 04/04/2019
Date de réception préfecture : 04/04/2019

CONSIDERANT que l'EPT, conformément aux prescriptions de la loi du 19 février 2007, est dans l'obligation d'établir un plan annuel ou pluri-annuel,

CONSIDERANT que ce plan définit l'ensemble des besoins collectifs (issus du recensement des directions) pour les années 2019-2020 et qu'il repose sur quatre axes stratégiques :

- Conforter la sécurité des agents sur leur poste de travail,
- Conforter les compétences des agents et professionnaliser les métiers,
- Développer une culture partagée du management d'équipe et de projets,
- Accompagner les agents dans leur parcours professionnel.

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE d'adopter le règlement de formation de l'EPT Grand Paris Grand Est,

DECIDE d'adopter le plan de formation 2019-2020,

DIT que la prise en charge des frais pédagogiques, se rattachant à la formation suivie au titre du CPF est plafonnée à 500 € par an et par agent, dans la limite du budget alloué de l'année, soit 10 000 € pour 2019,

DIT que les frais occasionnés pour le déplacement des agents pour suivre une formation au titre du CPF, ne sont pas pris en charge par l'EPT et restent à la charge des agents,

DIT que les crédits nécessaires au financement des actions de formation du plan 2019-2020, sont inscrits au budget principal.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 26/03/2019.

Affiché - Notifié le **04 AVR. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Michel TEULET